


# RELATIONS PRESSE CONFEDERALES



Communiqué de presse

## Mobilisation européenne des travailleur·euses de l'industrie

Ce 5 février entre 3000 et 4 000 manifestant·es, venant de toute l'Europe se sont rassemblé·es à Bruxelles à l'appel d'IndustriAll Europe\* pour interpeller la Commission Européenne. Des délégations professionnelles de la CGT en lutte dans les filières de la métallurgie, la chimie, l'énergie y étaient présentes. Cette première mobilisation avait pour but de dire stop à la casse de l'emploi dans l'ensemble de l'UE et pour exiger des investissements afin de soutenir et développer les emplois dans tous les secteurs de l'industrie.

En Europe la situation de l'industrie a été nettement dégradée avec la perte de plus de 2,5 millions d'emplois depuis 2008. Rien que depuis juin 2024, dans le secteur automobile plus de 90 000 emplois ont été supprimés. La financiarisation de l'industrie, le recul des capacités de production, la manque d'investissement notamment pour une transition juste sont des politiques mise en œuvre dans les grands groupes, ainsi que par ricochet chez leurs sous-traitants et dont les conséquences sont mortifères pour les travailleur·euses, leur famille et l'environnement.

En France, les entreprises s'enrichissent et continuent de supprimer des emplois. La CGT a relevé plus de 300 plans de licenciements et 300 000 suppressions d'emplois. Derrière chaque emploi supprimé, ce sont des drames humains et des conséquences irréversibles pour l'environnement à l'instar de Vencorex en Isère, dont les 480 salarié·es se battent depuis des mois pour la sauvegarde de leur entreprise.

La politique industrielle se construit pour partie au niveau Européen. Elle nécessite des **normes environnementales et sociales fortes** en rupture avec le dogme de la concurrence libre et non faussée qui n'est rien d'autre que la généralisation du dumping social, comme le porte la présidente de la Commission Européenne avec la directive européenne Omnibus. En effet celle-ci s'attaque directement aux trois législations qui permettent de mieux encadrer sur ces enjeux les activités des firmes multinationales.

Pour la CGT, l'Union Européenne doit agir en urgence pour des mesures concrètes comme le demandent les syndicats en Europe. Pour cela, il faut :

- Un moratoire sur les licenciements
- Mettre en place un grand plan d'investissements industriels
- Stopper les politiques d'austérité orchestrées par la commission européenne et mises en œuvre dans les pays
- Stopper la distribution d'argent public aux entreprises sans contrôle ni contrepartie

\*IndustriAll Europe affiliations Fédérations CGT : FILPAC, FNME, THCB, FNIC, FNTE, Verre-Céramique et FTM

Montreuil, le 6 février 2025

Relations presse confédérales / 01 55 82 82 64 / [presse@cgt.fr](mailto:presse@cgt.fr)

© 2024 servicepresse.cgt.fr